

Philippe Van Parijs

BELGIQUE • Inventer une nouvelle forme de fédéralisme

***Courrier international* 21 septembre 2006**

Traduction partielle des propos recueillis par Steven Van Garsse,

Brussel Deze Week, Bruxelles, 9 septembre 2006

[Version corrigée 24.09.06]

Pour le philosophe Philippe Van Parijs, Flamands et Wallons doivent s'entendre pour faire évoluer la structure du pays. Avec Bruxelles comme dénominateur commun.

Depuis qu'il y a huit ans le philosophe et économiste de gauche Philippe Van Parijs est revenu vivre à Bruxelles, après des années de vagabondage universitaire d'Oxford à Florence, il regarde notre petit pays avec un intérêt marqué. Avec le groupe Pavia, qui propose une solution pour le conflit relatif à la scission de la circonscription électorale de Bruxelles-Halle-Vilvoorde, il apporte aussi une voix au débat. Et, curieusement, en tant que Bruxellois francophone, il n'est pas du tout choqué par les déclarations du ministre-président de la Flandre, Yves Leterme, membre du CD & V (parti démocrate flamand), selon lequel "la Belgique n'est pas une valeur en soi".

Le groupe Pavia, qui tire son nom d'une rue du Quartier européen de Bruxelles, où Philippe Van Parijs habite, n'a qu'une seule proposition: la création d'une circonscription électorale fédérale en Belgique où, en dehors des circonscriptions provinciales, les grandes pointures politiques puissent s'affronter. C'est la réponse audacieuse d'universitaires comme Carl Devos, Kris Deschouwer, Rik Coolsaet et Pascal Delwit à la débâcle de Bruxelles-Halle-Vilvoorde. Ce n'est que dans cette circonscription de Bruxelles-Halle-Vilvoorde (BHV) que les néerlandophones (les Flamands) peuvent voter pour des francophones et vice versa. Pourquoi n'est-ce pas le cas dans l'ensemble du pays ? Cela réduit aussitôt la tension et élimine un déficit démocratique, car la politique du gouvernement fédéral peut au moins rendre des comptes à toute la population belge.

PHILIPPE VAN PARIJS Ce qu'Yves Leterme a dit ne m'a pas choqué. Ce que Guy Spitaels (chef de file du Parti socialiste francophone) disait il y a vingt ans était bien pire. Il avait mené sa campagne en utilisant de grandes affiches montrant son portrait, avec pour seul slogan : "Pourquoi croyez-vous qu'ils ne m'aiment pas ?" Les francophones devaient bien entendu

comprendre que "ils" signifiait les Flamands et que c'était une bonne raison de voter pour lui. C'est bien sûr le monde à l'envers. Ces excès verbaux s'expliquent par le système électoral actuel : si l'on défend sa propre communauté, on est récompensé par les urnes. Nous pensons que c'est une mauvaise chose. Nous proposons une circonscription fédérale, pas pour maintenir l'unité du pays, mais pour réaliser une meilleure démocratie. Le pays ne se divisera pas. Ce qui tient le pays ensemble, c'est Bruxelles.

Yves Leterme n'acceptera de faire partie d'un gouvernement fédéral que si les Flamands y ont un intérêt. Vous n'arrivez pas bien trop tard avec votre argumentation ?

Absolument pas. Quelle que soit la direction dans laquelle nous souhaitons évoluer – y compris vers une plus grande autonomie –, un consensus est nécessaire. La seule manière d'avancer est de créer une dynamique politique qui s'oppose à la surenchère communautaire.

Votre proposition de créer une circonscription électorale fédérale peut reposer sur de bonnes bases juridiques, mais politiquement ce n'est pas une carte que l'on peut jouer.

Nous pensons que notre proposition ne peut pas marcher sur le plan politique si elle est proposée par un parti politique. Elle n'a une chance que si elle est proposée par des gens qui n'ont pas d'intérêt personnel à la voir se réaliser. Les détails ont en l'occurrence une grande importance : le nombre de sièges qui sont réservés à cette circonscription fédérale, etc. Nous y travaillons activement. La proposition suscite aussi pas mal d'intérêt à l'étranger. Aujourd'hui, il n'existe pas de réponses toutes faites pour qu'une démocratie puisse fonctionner à un niveau supérieur à l'Etat-nation. Notre exercice de réflexion peut donc être utile également pour la poursuite de la construction européenne.

Ne croyez-vous pas que le moment viendra où la Flandre dira : "Fini la chanson, nous allons faire cavalier seul" ?

Si nous voulons scinder le pays, nous devons poser la question des frontières. Cela ne pourra se faire qu'au moyen de consultations populaires. En conséquence, tant la Flandre que la Wallonie perdront une partie de leur territoire, car une scission en fonction des frontières linguistiques actuelles n'est pas réaliste. Il faudra des années pour que cette procédure soit menée jusqu'à son terme. Il nous est donc loisible de réfléchir à la fin de la Belgique. Il n'est pas du tout sans intérêt de spéculer sur ce sujet. Mais je suis convaincu que Bruxelles joue un rôle tellement central dans ce pays que les deux autres entités fédérées ne pourront pas s'en passer. Je suis aussi tout aussi convaincu que les Flamands et les Wallons sont les uns et les autres suffisamment intelligents pour le comprendre.

Cela ne veut pas dire que nous ne puissions pas continuer à bricoler à la structure de l'Etat. Parmi les compromis qui, par le passé, se sont avérés

nécessaires pour permettre à un Etat multinational de fonctionner, certains étaient intéressants : la double majorité au Parlement fédéral, le principe de territorialité. Certains compromis ne sont pas bons. L'un d'entre eux concerne les facilités [dans les communes à facilités, les individus ont la possibilité d'utiliser la langue de leur choix dans leurs relations avec les services publics]. C'est une mauvaise composante de la réforme de l'Etat. Les facilités doivent s'éteindre graduellement, et la Flandre a le droit d'obliger les francophones de la zone frontalière à apprendre le néerlandais. Les francophones n'ont pas encore conscience que cette exigence est légitime. Ceux qui sont allés au Québec le comprennent sans doute plus facilement. Mais cette prise de conscience va se faire quoi qu'il arrive aussi du côté francophone. A cause de la menace de l'anglais. A Waterloo, une famille américaine avait loué un logement à un propriétaire francophone. Au bout de trois ans, l'Américain a dit : "J'habite ici depuis maintenant trois ans, et mon propriétaire n'a toujours pas appris l'anglais !" Un francophone est choqué quand il entend de tels propos, mais est-ce vraiment si différent de l'expérience des Flamands dans la périphérie flamande de Bruxelles?

Quelles sont, pour Bruxelles, les implications d'un tel raisonnement ?

Le bilinguisme fonctionne sans grand heurt, mais ce n'en est pas moins un processus de mise à mort de la langue la plus faible. C'est ce que j'appelle la loi de Jean Laponce, un professeur français qui enseigne au Canada. Selon lui, plus les gens sont gentils entre eux, plus les langues sont méchantes. On assiste dans chaque cas au triomphe de la langue dominante. A Bruxelles, c'est celui du français, face auquel le néerlandais disparaît peu à peu. Le processus de francisation de Bruxelles est ralenti, mais il se poursuit. Dans les milieux internationaux, c'est le français qui s'efface au profit de l'anglais.

Vous avez beaucoup de connaissances au sein de la communauté européenne à Bruxelles. Croyez-vous à un modèle de type Washington DC, auquel songe aussi Yves Leterme ?

Renvoyer à Washington DC est source de confusion. Cela voudrait dire que les Bruxellois n'auraient plus le droit d'élire des représentants au Parlement belge ou européen.

Mais Bruxelles peut-elle devenir une sorte de ville-Etat européenne ?

Seulement si les Bruxellois jouissent des droits sur leur propre territoire. Et là, je parle de tous les Bruxellois, y compris ceux qui n'ont pas la nationalité belge. Par ailleurs, l'Union européenne exercera plus de pouvoir sur Bruxelles. De nos jours, l'Union européenne ne donne pas un sou à Bruxelles. Ce n'est pas logique. Il n'existe pas un seul Etat fédéral dans le monde qui n'investisse pas dans sa propre capitale. Cette situation n'est plus tenable. Je ne crois cependant pas que Bruxelles puisse devenir un territoire européen

indépendant, avec des citoyens sans nationalité – ou avec une nationalité européenne. Les deux autres entités fédérées de ce pays n'en éprouveront que des inconvénients. Il est beaucoup plus simple de maintenir l'Etat actuel et d'en affiner les structures.

Vous dites aussi : "Plus de région, moins de communauté"...

Les communautés vont disparaître. Il s'agissait d'une phase de transition qui n'était pas inintelligente en vue de constituer un Etat multinational. La Belgique de papa — l'Etat unitaire — est devenue aujourd'hui une Belgique de bon-papa. La Belgique de papa, c'est maintenant la Belgique tribale, où l'on pense par exemple que Bruxelles est composée de deux communautés. C'est absurde et cela devient de plus en plus surréaliste. La Belgique d'aujourd'hui et de demain est une Belgique faite de trois régions qui diffèrent de plus en plus l'une de l'autre.

Bruxelles, avec ses 20 % de chômeurs, ne survit que grâce à la solidarité de la Flandre.

Bruxelles est la seule région avec une offre d'emplois excédentaire. La Flandre et la Wallonie ont trop peu d'emplois. Il vaudrait mieux déplacer les pôles d'emplois vers la périphérie et les remplacer à Bruxelles par des logements de qualité, associés à une bonne mobilité et à un RER qui marche dans les deux sens et grâce auquel une personne qui a envie de vivre à Bruxelles peut tout de même aller facilement travailler en périphérie. Trois Etats autonomes fiscalement qui vivent si près l'un de l'autre, c'est, d'un point de vue économique, totalement absurde. Voilà pourquoi la majeure partie de la sécurité sociale doit rester au niveau fédéral.

Comment expliquez-vous la Belgique à vos amis étrangers ?

Notre problème belge n'est pas un problème provincial d'affrontement entre quelques groupes tribaux. C'est un problème universel engendré par la conjonction de deux causes: l'existence d'une diversité linguistique territorialement structurée et l'existence d'une démocratie formelle. En fait, comme l'écrivait déjà en 1861 John Stuart Mill, la diversité linguistique ne constitue pas un problème tant que l'on est en régime despotique. La Yougoslavie et l'URSS en fournissent de parfaits exemples. Dès que le peuple a son mot à dire, un problème surgit parce qu'il n'existe pas de langue commune. La Belgique a pu fonctionner pendant très longtemps parce que l'élite flamande parlait le français. Et c'est encore largement le cas aujourd'hui. Sur 100 Belges qui se disent bilingues, il y a 80 Flamands. La Belgique se transforme toujours plus en un Etat fédéral, et nous n'en sommes encore qu'au début. Le fédéralisme belge ne fait que commencer.